

## INTERVIEW DE MARTINE PINVILLE

Mercredi 24 mai 2016



*L'événement que vous organisez le 17 juin prochain vise à soutenir et à développer les entreprises européennes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) afin que celles-ci puissent briser le « plafond de verre ».*

*Votre initiative s'inscrit dans la suite de la Déclaration du Luxembourg des 3-4 décembre 2015 visant à renforcer la visibilité de l'ESS, et sa prise en compte dans les politiques nationales et européennes.*

*À cette occasion nous souhaiterions vous poser quelques questions :*

### **1. QUELS OBJECTIFS POURSUIVEZ-VOUS ?**

Aujourd'hui, j'encourage et accompagne une dynamique qui s'inscrit dans un contexte européen.

A cette échelle, depuis plusieurs années maintenant, différents travaux ont porté sur le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) et la reconnaissance du potentiel qu'elle représente en termes d'innovation sociale, de créations d'emploi et son impact positif pour les territoires. Par ailleurs, les récentes Présidences italienne et luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne ont sensibilisé les pays au besoin de mieux adapter les dispositifs de financement et les différents programmes, tant nationaux qu'europeens, à destination des entreprises de l'ESS.

Et maintenant ? Avec l'événement du 17 juin, mon objectif, et celui des pays partenaires de cette initiative, est clair et ambitieux : agir ensemble pour que l'économie sociale et solidaire franchisse une étape et devienne une vraie priorité politique pour l'Europe. Nous devons, c'est une nécessité collective, faire reconnaître le potentiel de « l'autre façon d'entreprendre » qu'est l'ESS et l'opportunité incroyable qu'elle peut représenter pour nos pays.

Pour répondre à ce défi, et renforcer la coopération entre les pays, j'ai souhaité adopter une approche inclusive, ouverte à toutes les volontés. J'ai conscience que chaque État membre a sa propre définition de l'ESS et il est essentiel de respecter cette diversité des approches. Aussi, pour mener à bien notre travail, il ne s'agira pas de définir une liste exhaustive de critères qui conduiraient à exclure tel type d'activité, ou tel type de statut. Je suis convaincue que la solution n'est pas dans la standardisation, dans l'homogénéisation de toutes les définitions de l'économie sociale, mais au contraire dans la capacité de l'Europe à reconnaître leur coexistence. Il nous faut arriver à une reconnaissance partagée entre les pays de ce que recouvre globalement cette forme d'entrepreneuriat social. Ceci, dans un but simple : mieux accompagner son développement dans l'intérêt de tous les citoyens européens.

## ***2. VOTRE INITIATIVE A-T-ELLE ÉTÉ PRISE EN CONCERTATION AVEC UN OU PLUSIEURS PAYS EUROPÉENS (DONT LA SLOVAQUIE) ? AINSI QU'AVEC LA COMMISSION EUROPÉENNE ?***

Comme je l'ai évoqué, de nombreux pays sont déjà mobilisés sur le sujet. Il convient d'ailleurs de souligner le rôle de l'Espagne et du Portugal, qui ont signé la Déclaration de Murcia en juillet 2015, qui insistait déjà sur le besoin d'adopter des politiques de soutien au développement des entreprises de l'économie sociale en respectant les caractéristiques propres à chacune.

L'appel à projets « Scale me up » que je lancerai le 17 juin prochain, se construit dans une démarche très largement partenariale. Tous les États membres souhaitant s'y associer sont invités à le faire en relayant l'appel à projets dans leurs propres réseaux, puis, en septembre prochain, en participant à la sélection des lauréats. A ce jour, une dizaine d'États membres sont impliqués, et j'espère vivement que ce premier cercle s'élargira encore d'ici au 17 juin.

La République slovaque est bien sûr pleinement partie prenante de l'initiative « Scale me up », et je serai heureuse de m'associer aux travaux sur l'économie sociale que mènera au prochain semestre le Ministre Branislav Ondrus dans le cadre de la Présidence du Conseil.

Naturellement, la Commission européenne est elle aussi associée au projet, notamment avec le soutien des commissaires Marianne Thyssen et Elżbieta Bieńkowska.

Comme vous le voyez, mon objectif est d'agréger toujours plus de soutiens à la dynamique qui existe en faveur du développement de l'ESS. La réussite ne se concrétisera qu'en échangeant, dialoguant, et partageant avec autant d'acteurs que possible pour enrichir mutuellement la démarche.

### ***3. QUEL EST LE MESSAGE DÉLIVRÉ AUX ACTEURS DE L'ESS ? COMMENT PEUVENT-ILS PARTICIPER À CETTE INITIATIVE ?***

« Nous vous encourageons à faire émerger de nouvelles initiatives d'entrepreneuriat social entre plusieurs pays d'Europe ». Voici le message et la vocation de cet appel à projets. Nous comptons sur les porteurs de projet et ils peuvent compter sur mon soutien comme celui des pays mobilisés autour d'eux.

L'implication des réseaux européens est importante, par le biais de coopérations, de partenariats comme de projets d'essaimage, c'est elle qui permettra de diffuser, de faire connaître ce dispositif aux entreprises sociales européennes et les encourager à candidater.

L'appel à projets sera rendu public le 17 juin, lors d'une conférence qui se tiendra au Ministère de l'Économie et des finances à Paris, en présence de mes homologues européens en charge de l'économie sociale et d'un grand nombre de parties prenantes de l'ESS en Europe. L'événement est évidemment lui aussi ouvert à tous sur inscription !

En septembre prochain, un jury de sélection européen retiendra cinq lauréats qui bénéficieront alors d'une séquence d'accélération pour « booster » leur projet. A la clé, une visibilité assurée pour le projet et, un élément d'importance, un accompagnement pour solliciter des financements européens.